

## L'ENTRETIEN WILLY PELLETIER

## "Les réorganisations libérales désorganisent le service public"

**AMIENS** Sociologue à l'université de Picardie Jules-Verne, Willy Pelletier a coordonné une impressionnante étude - critique - sur l'évolution des services publics. Entre nombreux témoignages de terrain et analyses sociologiques.

Propos recueillis par DANIEL MURAZ

Sociologue à l'université de Picardie Jules-Verne, Willy Pelletier a déjà codirigé la publication d'un gros pavé en 2019, *Le Manuel indocile de sciences sociales*. Il récidive cette fois avec un ouvrage à peine moins imposant, coordonné avec la politiste Julie Gervais (Paris 1 - Sorbonne) et l'historienne Claire Lemercier (directrice de recherche au CNRS) visant à montrer *La valeur du service public* ou, plutôt la manière dont celui-ci est abîmé depuis plusieurs décennies par les pouvoirs successifs en place. Dans une approche mêlant enquêtes sociologiques de terrain - sur une maternité de l'Indre ou l'évolution d'un enseignant passé à la direction d'un IUT - témoignages - par exemple à l'hôpital - et analyses (notamment sur les lieux de formation des élites), les travaux d'une dizaine de chercheurs livrent ainsi une synthèse éclairante de la situation.

« Ce qui gouverne l'élite de l'État aujourd'hui, c'est une nouvelle noblesse que nous avons appelé la noblesse managériale public-privé »

Willy Pelletier, votre ouvrage fait un peu songer à la « Misère du monde », le livre coordonné par Pierre Bourdieu qui avait fait autorité dans les années 1990. Quel était votre objectif avec cette volonté de mêler analyses et enquêtes de terrain ?

L'objectif était d'aller au plus près des vies, des souffrances vécues par des fonctionnaires dont la tâche devient mission impossible à cause des modernisations libérales. Or, celles-ci sont toujours vues de trop loin ou à travers des chiffres alors qu'il faut revenir au quotidien des agents et des usagers.

Au centre des analyses, on trouve un concept assez novateur, celui de noblesse managériale public-privé, NMPP. Pouvez-vous préciser ce que vous entendez par là ?

Pierre Bourdieu parlait de noblesse d'État. Pour nous, ce concept doit être actualisé. La noblesse d'État - les hauts fonctionnaires dévoués au service public -

ne gouverne plus. Ce qui gouverne l'élite de l'État aujourd'hui, c'est une nouvelle noblesse que nous avons appelé la noblesse managériale public-privé. Elle vient des beaux quartiers, a été formée dans les écoles du pouvoir transformées en « business schools », mais surtout, le va-et-vient entre public et privé devient pour elle une obligation de carrière. Chaque passage dans le public sert à y imposer des règles du privé ou à donner des missions de service public à des entreprises privées. Et cette activité est scrutée de près par les recruteurs qui ensuite élèvent le manager à un rang plus élevé dans le privé. C'est le modèle nouveau de réussite pour cette noblesse nouvelle.

Quelles conséquences cela a-t-il ? Déjà, il ne faut pas s'étonner que leur volonté de « traquer les coûts » - qui est leur mantra - soit assénée avec brutalité, sans écoute, puisque leur réussite professionnelle en dépend. D'autre part, ces managers ont toujours vécu dans l'entre-soi, ils ne connaissent absolument pas les salariés qu'ils re-

« Avoir comme seule boussole le coût strictement financier génère des coûts humains et des coûts écologiques autrement plus importants, y compris financièrement »

structurent ni les bassins d'usagers qui endurent leurs restructurations. On l'a exploré par exemple sur les maternités de proximité... En fait, les réorganisations libérales désorganisent.

Ce passage du public vers le privé n'est pas nouveau...

Le système de pantouflage, voire de rétro-pantouflage, existait. Mais ce qui est très neuf, ce que décrit le concept de NMPP, c'est la rapidité avec lequel celui-ci s'effectue. Avant, le départ vers le privé se pratiquait pour des hauts fonctionnaires en fin de carrière. Maintenant, c'est en tout début de carrière, avec des passages très rapides entre public et privé. On considère qu'un manager qui resterait plus de trois ans dans le public est has been !

Vous évoquez aussi le rôle croissant des cabinets de conseil...

Oui, il faut rajouter à ce tableau l'alliance très profitable avec les cabinets de conseil. Ceux-ci donnent des armes pour « réformer » mais ils prennent un argent fou. Par exemple, à l'Éducation nationale, pour étudier l'avenir du métier d'enseignant, Mc Kinsey prend près de 500 000 € sur une seule mission... alors qu'il y a théoriquement une haute administration de l'Éducation nationale dont cela devrait être le rôle. Mais on voit bien que passer par les cabinets de conseil est aussi une façon de disqualifier l'ancienne noblesse d'État.

Votre livre est très intéressant mais un peu désespérant pour qui veut croire dans l'intérêt des services publics pour

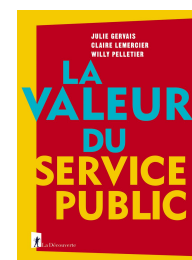
servir l'intérêt général. Pourtant, on semble constater un regain de soutien pour les services publics dans l'opinion aujourd'hui. La bataille est-elle alors perdue ?

Il y a une course de vitesse entre la force des choses qui fait que l'agenda néolibéral s'applique - par exemple, sans hôpital de proximité, une maman va, de fait, accoucher dans un hôpital lointain - et une nouvelle alliance qu'on construit entre syndicalistes, usagers, collectifs inter-hôpitaux, pour les maternités de proximité, universitaires de tous bords. Une alliance qui dit qu'il faut davantage de services publics et que ce sont les besoins locaux qui doivent déterminer les services publics nécessaires, pas l'inverse... Un nouveau mouvement, dans cet esprit, va sortir bientôt, le Printemps des services publics, qui réunit forces syndicales, universitaires, collectifs locaux, etc.

Valérie Pécresse annonce 150 000 fonctionnaires en moins, Emmanuel Macron lance des pistes de réformes libérales et à gauche le sujet ne paraît pas prioritaire. Comment voyez cette campagne présidentielle ?

C'est la campagne de tous les dangers, car tout suppose les services publics. Les libertés, la protection sanitaire, la protection écologique supposent les services publics. Et le discours dominant est uniquement d'évoquer les services publics comme un coût. Mais c'est à très courte vue ! Car les services publics, dans leur variété, soutiennent l'économie, ils permettent par exemple les réindustrialisations, ils permettent aussi les circuits courts et par là même ils soutiennent les emplois industriels. Donc avoir comme seule boussole le coût strictement financier génère des coûts humains et des coûts écologiques autrement plus importants, y compris financièrement. C'est donc de la poudre aux yeux ou la volonté cachée de transférer aux entreprises privées les missions de service public. ■

Willy Pelletier, sociologue à l'université de Picardie Jules-Verne et coordinateur général de la Fondation Copernic.



*La valeur du service public*, coordination Julie Gervais, Claire Lemercier, Willy Pelletier. Éditions La Découverte, 480 pages, 22 euros.